

# Pourquoi **le Burundi** a-t-il besoin de statistiques fiables?



Ministère du Plan et de la Reconstruction



**INSTITUT DE STATISTIQUES  
ET D'ETUDES ECONOMIQUES DU BURUNDI**

BP 1156 – Bujumbura –BURUNDI

Tél. : (257) 22 67 29 / 22 21 49

Fax : (257) 22 26 35

E-mail : [isteebu@cbint.org](mailto:isteebu@cbint.org)

Site-web: [www.isteebu.bi](http://www.isteebu.bi)

# Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté

Au Burundi, le Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) a été adopté en Septembre 2006 et couvre la période 2006-2009. Il a été élaboré dans un contexte de changement politique important marqué par la restauration de la sécurité et caractérisé par une évolution socio-économique encourageante.

La stratégie élaborée sur une base participative reflète cette situation et projette



le Burundi vers un lendemain meilleur à travers les réformes et programmes qu'elle préconise et dont l'objectif est de bâtir une nouvelle société d'espoir pour les burundais en ce début du 3ème millénaire.

Le CSLP burundais présente une vision du développement à moyen et long terme et fixe des objectifs volontaristes de réduction de la pauvreté qui sont cohérents avec le programme prioritaire du gouvernement 2005-2010 et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Au Burundi, le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté s'articule autour de quatre axes stratégiques principaux qui sont :

- i) L'amélioration de la gouvernance et de la sécurité ;
- ii) La promotion d'une croissance économique durable et équitable ;



- iii) Le développement du capital humain ;
- iv) La lutte contre le VIH/SIDA.

Le rapport d'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du CSLP est disponible depuis Novembre 2008.

Le gouvernement burundais s'est engagé à prendre toutes les dispositions nécessaires pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement et cela sur une période de 25 ans (1990-2015).

Pour le cas du Burundi, la décennie 90 correspond à une période de conflit socio-politique. En effet, entre 1990 et 2002, le PIB a diminué de près de 20% et la pauvreté extrême s'est considérablement accrue, passant de 33% à 67%.

L'espérance de vie est tombée de 51 ans en 1990 à quelque 48 ans en 2001. Le taux de scolarisation brute dans l'enseignement primaire est tombé de 69% à quelque 64% durant la même période.



Des statistiques fiables, répondant aux besoins des utilisateurs et accessibles à tous, sont donc nécessaires pour atteindre les objectifs de la vision de développement du gouvernement et ceux du millénaire pour le développement, ainsi que le suivi-évaluation du CSLP.

# Vision « Burundi 2025 »

La vision du Burundi en 2025 se veut résolument optimiste sans verser dans l'utopie et s'énonce comme suit :

« En 2025, le Burundi est une Nation unie, solidaire et en paix ; un pays rayonnant et attractif, bien aménagé, bâti sur une société de droit et ayant pris rang dans la société d'information ; une société dont le patrimoine culturel riche a été revitalisé et participe au maintien de la diversité ; une économie prospère au service du bien-être des Burundaises et des Burundais »

Ainsi libellée, cette vision découle et est bâtie sur les sept piliers indiqués ci-après :

- » Une Nation unie, solidaire et en paix ;
- » Une économie prospère au service du bien-être socio-économique des Burundaises et des Burundais ;
- » Un pays bâti sur une société de droit ;
- » Un pays qui a pris rang dans la société de l'information, du savoir et de la connaissance par la promotion des Technologies de l'Information et de la Communication dans tous les secteurs ;
- » Un territoire urbanisé, aménagé de manière équilibrée et durable, avec une croissance démographique maîtrisée ;
- » Un pays doté d'une stratégie nationale et régionale de développement des industries culturelles pour revitaliser un patrimoine culturel riche et participer au maintien de la diversité culturelle ;
- » Un Burundi ouvert, rayonnant et attractif, pleinement intégré dans les dynamiques sous-régionales, régionales et mondiales.

« Nul n'ignore que les bonnes statistiques :

- » Aident les décideurs, à quelque niveau que ce soit, à choisir la meilleure ligne de conduite pour résoudre les problèmes qui lui sont posés ;
- » Constituent un élément essentiel pour la bonne gouvernance ;
- » Fournissent une base fiable d'éléments pour l'élaboration, la gestion, le contrôle et l'évaluation de toute politique comme celle de la réduction de la pauvreté ;
- » Fournissent des arguments convaincants à tout plaidoyer. »

«Les statistiques sont les yeux des décideurs politiques. Si je devais choisir entre un bon salaire et un bon appareil statistique, c'est sur ce dernier qu'irait mon choix.

En effet les bonnes et fiables statistiques sont un des moteurs du développement.

Avec un bon salaire je peux subvenir aux besoins de ma famille un bon bout de temps.

Mais avec un bon appareil statistique, je suis sur la bonne voie pour subvenir aux besoins de tout mon peuple tout le temps »

*Tabu Abdallah Manirakiza,*



# Stratégie nationale de développement de la statistique

Le suivi-évaluation du CSLP exige le renforcement du système statistique national (SSN) permettant la production régulière des indicateurs pour mesurer l'atteinte des objectifs et recommande l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique.

Au Burundi, le Système Statistique National comprend :

- » Le Conseil National de l'Information Statistique : Organe Consultatif National du SSN ;
- » L'ISTEEBU : Coordinateur technique et centralisateur des données ;
- » Le CTIS : Comité Technique de l'Information Statistique ;
- » Les services sectoriels publics ou parapublics produisant et/ou utilisant les statistiques.

Grâce aux appuis techniques et financiers de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement, le Burundi vient de se doter d'une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique ayant comme vision suivante :

« Un Système Statistique National opérationnel, présent dans tous les domaines de la vie de la Nation, à même de mettre en œuvre un programme coordonné et harmonisé, avec des moyens humains et techniques adaptés et des méthodes modernes alignées sur les plans régional et international, produisant, analysant, diffusant, publiant et archivant des données statistiques fiables, régulières et comparables dans le temps et dans l'espace »

La promulgation de la loi statistique, la mise sur pied du Conseil National de l'Information Statistique (CNIS) et la réorganisation de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), organe central du système statistique national, intervenues au cours de deux dernières années, créent un cadre juridique et institutionnel favorable à l'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique.

Dans un pays sorti de crise où les ressources humaines, matérielles et financières font défaut, une approche stratégique d'ensemble visant à produire des données de meilleure qualité et à construire des capacités statistiques durables est indispensable.

La Stratégie Nationale de Développement de la Statistique permettra de :

- » Reconstruire l'ensemble du Système Statistique National ;
- » Elaborer un plan d'action pour renforcer les capacités de production et de diffusion, les ressources humaines, matérielles et financières du Système Statistique National ;
- » Rehausser de façon significative le niveau national de production statistique dans le cadre du suivi-évaluation du CSLP et des OMD.

En résumé, la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique offrira l'occasion de bien planifier et de bien coordonner le Système Statistique National.



## Quelques indicateurs clés

INDICATEURS	SOURCE ET PERIODE	VALEUR	UNITE
Superficie	–	27 834	Km <sup>2</sup>
Population totale	RGPH 2008	8,04	Millions
PIB (courant)	ISTEEBU, Comptes nationaux 2005	1 074	Million de dollars américains
PIB (par tête)	ISTEEBU, Comptes nationaux 2005	143	Dollar américain
Taux net de scolarisation au primaire	ISTEEBU, Indicateurs du DHD 2007	80,75	%
Taux net de scolarisation au primaire (sexe féminin)	ISTEEBU, Indicateurs du DHD 2007	79,33	%
Taux brut de scolarisation au primaire	ISTEEBU, Indicateurs du DHD 2007	113,77	%
Taux brut de scolarisation au primaire (sexe féminin)	ISTEEBU, Indicateurs du DHD 2007	108,90	%
Espérance de vie à la naissance	ISTEEBU, Indicateurs du DHD 2007	46,5	Année
Taux de mortalité maternelle	ISTEEBU, Indicateurs du DHD 2007	855	Pour 100 000 naissances vivantes
Taux de mortalité infantile	ISTEEBU, Indicateurs du DHD 2007	97,1	Pour 1 000 naissances vivantes
Proportion de la population n'ayant pas accès à une source d'eau potable	ISTEEBU, Indicateurs du DHD 2007	46,28	%
Taux de chômage en milieu urbain	ISTEEBU, Enquête 1-2-3 en 2008	11,7	%
Indice du Développement Humain (IDH)	ISTEEBU, Indicateurs du DHD 2007	41,23	%
Indice de la Pauvreté Humaine (IPH)	ISTEEBU, Indicateurs du DHD 2007	43,72	%

# Les grandes opérations statistiques

## **Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2008)**

L'Institut de statistiques et d'Etudes Economiques (ISTEEBU) a participé à la réalisation du 3ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) en 2008. La collecte des données sur terrain s'est déroulée du 16 au 30 août 2008.

Plusieurs raisons justifiaient la nécessité et l'urgence de ce recensement :

- » le besoin urgent de disposer des statistiques de base sur la population, fiables et à jour, pour la reconstruction nationale et la relance du développement,
- » le besoin urgent de disposer d'indicateurs pour le suivi et l'évaluation des stratégies sectorielles de développement et des OMD,
- » la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles nationales en matière de collecte et d'analyse des données sociodémographiques,
- » la nécessité d'actualiser et d'enrichir les sources de données existantes, en particulier la base de sondage,
- » la nécessité de satisfaire les exigences internationales, notamment le Programme d'action de la CIPD et le Cadre stratégique régional africain de développement de la statistique, etc.

En sa qualité de chef de file des bailleurs, le FNUAP s'est engagé à appuyer le gouvernement non seulement dans la mobilisation des fonds auprès des partenaires internationaux, mais aussi pour l'exécution technique de cette opération.

## **Enquête 123**

Il s'agit d'une enquête « ménages », qui a débuté en 2006 et bénéficie d'appuis technique et financier de la Coopération Française. Cette enquête a permis de collecter, en Mairie de Bujumbura et dans trois autres villes de l'intérieur du pays, des données sur trois modules : l'emploi, le Secteur Informel et les Dépenses de Consommation des Ménages.

## **Enquête MICS 2005**

L'enquête MICS 2005 ou l'Enquête Nationale d'Evaluation des Conditions de vie de l'Enfant et de la Femme au Burundi, a été réalisée en 2005. Cette enquête a bénéficié de l'appui technique et financier de l'UNICEF, de l'UNFPA, et de la Banque Mondiale à travers le projet PSP II.

## **Comptes nationaux**

Après une longue période d'absence de production des comptes économiques, l'ISTEEBU, grâce à l'appui technique d'AFRISTAT, a mis en place depuis le mois de Mars 2007, un programme de travail qui doit permettre de produire les comptes nationaux avec l'outil informatique ERETES et cela de façon régulière tout en respectant les concepts et définitions du SCN93.

Les actions menées dans ce cadre se sont concrétisées par l'adoption d'une année de base (2005) dont les résultats viennent d'être publiés par l'ISTEEBU. Les résultats de la première année courante 2006 sont attendus au mois de Novembre 2009 et ceux de 2007 seront disponibles en Janvier 2010.

### **Enquête agricole**

L'enquête agricole, programmée en 2010, permettra à l'Etat burundais de disposer de données actualisées et fiables sur le secteur agricole et par conséquent de mieux affiner ses prises de décisions en matière de politiques économiques et de réduction de la pauvreté. Les résultats permettront aussi aux partenaires du développement à mieux élaborer la programmation de l'assistance qu'ils fournissent au Burundi.

### **Enquête Démographique et de Santé (EDS)**

La deuxième Enquête Démographique et de Santé (EDS) après celle de 1987, prévue pour 2010, sera exécutée avec l'assistance technique de ICF Macro. L'EDS bénéficiera d'une contribution financière des bailleurs de fonds comme la Banque Mondiale, l'UNICEF, l'OMS, l'UNFPA, l'USAID, le DFID, etc. L'enquête Démographique et de Santé a pour objectifs d'estimer de nombreux indicateurs socio-économiques, démographiques, sanitaires et nutritionnels au niveau de l'ensemble de la population et au niveau des sous-populations des femmes de 15-49 ans, des enfants de moins de 5 ans et des hommes de 15-59 ans.

### **Enquête Budget- Consommation (EBC)**

La deuxième Enquête Budget- Consommation des ménages au Burundi, projetée pour septembre 2011, a pour objectif de :

- » Comblent certaines lacunes constatées au niveau des séries statistiques relatives aux caractéristiques socio-économiques de la population, aux conditions de vie telles que les conditions de logement, alimentation en eau, santé et nutrition, l'éducation, l'insertion dans l'emploi et l'accès aux services publics et leur utilisation, etc.
- » Déterminer le niveau de vie de la population, le profil de pauvreté et la carte de pauvreté au Burundi s'inscrivant dans le contexte du CSLP- final comme une des actions prioritaires à mettre en œuvre pour son suivi-évaluation.
- » Déterminer le degré de satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels des populations, et l'enquête budget –consommation vise à saisir justement les quantités et les qualités des produits consommés par habitant et par région géographique.
- » Construire une ligne de pauvreté monétaire devant servir pour des comparaisons futures.



Les statistiques fiables sont les yeux des décideurs politiques et constituent une arme essentielle dans la lutte contre la pauvreté

Cette brochure a été réalisée avec le soutien de PARIS21

